

Le peuple grec veut la fin de l'austérité

En 2009 le véritable montant de la dette de l'Etat grec est révélé. Il avait été falsifié pour permettre l'entrée dans la zone euro. En 2010 un plan d'aide international conditionné à un programme de réformes et d'austérité est mis sur pied. Il est dirigé par la "Troïka" (Banque Centrale Européenne, Commission Européenne, Fonds Monétaire International) qui exerce une énorme pression sur les gouvernements grecs pour qu'ils exécutent ses plans successifs.

En 2014 le bilan de cette "aide" s'avère désastreux comme en témoignent quelques chiffres : un million d'emplois perdus, chômage à 25,8% et 50,6% chez les moins de 25 ans, salaires en baisse de 38%, trois millions de personnes exclues du système de santé, privatisation de services publics et d'une grande partie du port du Pirée, PIB en baisse de 25% et, c'est le summum, la dette est passée de 115% du PIB en 2008 à 175% en 2014.

L'étau de l'austérité a conduit à un véritable désastre social, le pays est au bord d'une crise humanitaire. Les Grecs se sentent humiliés par les décisions imposées par la "Troïka".

Bien sûr il y a des raisons à la dette initiale et des choses à changer : le clientélisme qui distribue des emplois pas toujours justifiés et des diminutions frauduleuses d'impôts, l'absence d'une administration fiscale efficace apte à maîtriser corruption et fraude, armateurs et Eglise échappant en grande partie à l'impôt, tout comme l'oligarchie qui contrôle média et grandes entreprises et fait sortir ses profits de Grèce.

Ces défauts existent et il doit y être mis fin, mais l'Europe ne peut-elle pas manifester son "aide" autrement que par cette désastreuse cure d'austérité ? Les Grecs sont un petit peuple : moins de 12 millions d'habitants et 2% du PIB européen. L'Europe compte près de 400 millions d'habitants. C'est ça la solidarité européenne ?

Face aux mesures imposées, le mécontentement d'une grande partie du peuple grec n'a fait que croître et le mouvement Syriza, dirigé par Alexis Tsipras, né d'un regroupement d'organisations de gauche, s'implante durablement dans le paysage politique. Si bien que malgré les pressions extérieures d'Angela Merkel, de Pierre Moscovici commissaire européen (et socialiste !), du FMI qui suspend une aide prévue de 7 milliards d'Euros, **les élections donnent la victoire à Syriza le 25 janvier 2015.**

Le programme de Syriza comprend en particulier : des mesures de première urgence pour les plus démunis (subventions alimentaires, rétablissement de l'électricité coupée), le rétablissement à 751 € du salaire minimum, la gratuité des soins médicaux pour les chômeurs, l'arrêt de certaines privatisations, la lutte contre la corruption et la fraude fiscale et, c'est l'essentiel, la restructuration de la dette. Syriza ne veut ni sortir de l'Europe, ni abandonner l'Euro.

Face à ce programme, la pression de la machine européenne continue de plus belle : le 6 février la Banque Centrale Européenne suspend une grande partie de son financement aux banques grecques et conditionne la reprise de ses versements à l'achèvement du programme en cours d'"aide" dirigé par la Troïka, programme que le gouvernement grec est décidé à interrompre et Troïka avec laquelle il ne veut plus avoir de contact.

Dans la dure période de négociation qui commence entre l'institution européenne et le gouvernement grec, c'est en combattant l'austérité aussi en France que nous pourrions aider le peuple grec.

Politique sociale en France : un recul

Des organisations caritatives (SP¹, SC², Fondation Abbé Pierre, Restos du Cœur), des institutions comme l'ONPES³ et l'INSEE s'inquiètent de l'enracinement de la pauvreté dans la société française :

- 5,5 millions de demandeurs d'emploi (dont 52% de non indemnisés) ;
- 3,5 millions de personnes très mal logées ;
- 140.000 sans-abris dont 30.000 enfants ;
- hébergement d'urgence saturé (au 115 un appel sur 2 sans réponse) ;
- 5 millions de foyers ne peuvent pas payer leur facture énergétique (électricité, fuel, gaz) ;
- un emploi ne garantit plus de pouvoir subvenir à ses besoins essentiels (santé, logement, nourriture).

D'après J.-L. Outin, membre de l'ONPES : *"si on croise les indicateurs de pauvreté monétaire et ceux de pauvreté en conditions de vie, on a à peu près 20% de la population concernée par l'un de ces deux indicateurs et 5% par les deux".* Etre pauvre, c'est ne pas manger à sa faim, ne pas pouvoir se soigner et ne pas avoir de logement. Il note aussi que *"les allocations*

¹ Secours Populaire

² Secours Catholique

³ Observatoire National de la Pauvreté et de l'Exclusion Sociale

familiales et les aides au logement sont les plus efficaces pour éviter que les personnes en difficulté ne tombent dans la précarité". Diminuer ces moyens, qui relèvent de l'Etat, met donc les personnes concernées en grand danger.

Dans le plan gouvernemental de réduction des dépenses publiques de 50 milliards d'euros d'ici 2017, pour financer le pacte de responsabilité, les prestations sociales servent de variable d'ajustement : sur ces 50 milliards, 20 milliards seront prélevés sur la protection sociale, plus 11 milliards sur les collectivités locales, notamment les départements, responsables de la politique sociale, et les communes, qui subventionnent les CCAS⁴, chargés entre autre de l'aide à domicile et des aides ponctuelles personnalisées.

Pour pallier ses carences, le gouvernement incite les associations et les fondations, par des réductions d'impôts et des subventions, à investir dans le domaine social. Ainsi, l'année dernière les "Restos du Cœur" ont distribué 130 millions de repas, le Secours Populaire 122 millions, le Secours Catholique a accueilli 1,5 millions de personnes. Les

⁴ Centre Communal d'Action Sociale

associations et leurs centaines de milliers de bénévoles jouent un rôle primordial.

Les insuffisances et les reculs de la politique sociale menée par un gouvernement qui se dit "de gauche" aboutissent à culpabiliser les personnes comme si elles étaient responsables de leur propre chômage. Ce regard sur le chômage qui rend chacun responsable de son "employabilité", caractéristique du discours libéral de droite, est destructeur pour les personnes privées d'emploi. C'est ce discours qui est malheureusement aujourd'hui tenu par le gouvernement "socialiste".

Rappelons que les droits au logement, à la protection de la santé, au repos, aux loisirs, sont inscrits dans la Constitution (articles 10 et 11) :

"Tout être humain qui, en raison de son âge, de son état physique ou mental, de la situation économique, se trouve dans l'incapacité de travailler a le droit d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence".

Le recours au privé, la bonne volonté et la charité ne doivent pas se substituer au rôle de l'Etat. Celui-ci doit réinvestir d'urgence le domaine social avec une politique volontariste.

Elections départementales les 22 et 29 mars

Attention, nouveau mode de scrutin ! Les nouveaux cantons, deux fois plus grands, élisent un binôme comprenant une femme et un homme titulaires, plus une remplaçante et un remplaçant. Notre nouveau canton, Gif-sur-Yvette, comprend les anciens cantons de Bièvres et de Gif, plus quelques communes dont Bures.

Les candidats soutenus par le Front de Gauche ont été choisis lors de réunions où étaient présents des représentants des partis membres du Front de Gauche, des citoyens sans parti engagés dans le Front de Gauche et des représentants d'associations (ATTAC, ...).

Les candidat-e-s titulaires sont Yveline Delallée, ancienne adjointe au maire de Villiers-le-Bâcle, militante d'une association de solidarité, et Alban Mosnier, conseiller municipal de Bures-sur-Yvette, président de Buresois Unis et Solidaires.

Leurs remplaçant-e-s sont Dominique Guinard, militante Front de gauche à Gif-sur-Yvette, et Dominique Grissolange, militant Front de gauche et PCF, conseiller municipal de Verrières (Verrières Ville Ouverte), membre notamment de la commission logement, de la commission sociale et du conseil d'administration du CCAS.

Pas de vraie démocratie sans vrai débat politique !

Le 22 mars, défendons la démocratie en votant pour des candidats proposant une véritable alternative sociale, écologique et solidaire à l'austérité !

Réunion publique le mardi 10 mars à 20h45

Maison Vaillant, salle 305

66, rue d'Estienne d'Orves- 91370 - Verrières-le-Buisson

Contacts : ☎ 06 61 75 30 29 et/ou 01 69 20 11 79
✉ frontdegauche.vlb@gmail.com
🌐 www.fgvlb.fr

